

# ITINERAIRE

***Pour situer le texte: Cet itinéraire reproduit le début, légèrement adapté et complété, d'une réponse faite en 2006 à un appel à témoignage émanant d'un historien, M Sylvain CID, en vue d'une thèse sur les origines de la formation d' Educateurs spécialisés.***

Après des études secondaires à Paris, j'ai fait une hypokhâgne et une première année de khâgne à Louis le Grand, puis une deuxième année de khâgne à Lyon. Pendant cette période, - surtout à Paris - et sans appartenir à aucune organisation formelle, j'ai été très actif dans les luttes contre la guerre d'Algérie. J'ai été également très impliqué dans l'association d'étudiants des "prépas" littéraires, l'un des fers de lance de la "minorité" de l'UNEF, qui en cours de route deviendra la majorité, et qui plaidait pour une interprétation très politisée de l'action syndicale; enfin je suis aussi très impliqué dans le "groupe tala" (catholique).

C'est en cours de khâgne à Lyon que je fais le projet romantique de démissionner de la rue d'Ulm sitôt après avoir "intégré", pour m'occuper d'une œuvre utile et laisser derrière moi la spéculation intellectuelle. J'avais d'abord envisagé de partir au Maroc comme instituteur. C'est Jean LACROIX,, mon prof de philo, qui nous parle de l'Éducation Surveillée, et instantanément je choisis cette orientation. Il me donne les coordonnées de Jean CHAZAL, que je monte voir à Paris, et qui me renvoie à Claude KOHLER, à Lyon. Celui-ci m'oriente, non vers l'Education surveillée, mais vers l'un des (nombreux) établissements spécialisés qu'il contrôle: l'Arc-en-Ciel, à Trévoux, fondé par Georges RAYMOND dix ans avant, et qui se définit comme un "Centre de rééducation pour enfants caractériels intelligents". C'est ainsi que je me retrouve pendant les vacances de Pâques 1958 à faire un camp itinérant à vélo avec un groupe de préadolescents.

C'est de nouveau Jean LACROIX qui en mai ou juin me met en contact avec André VIALLE, l'un des hommes qui m'a assurément le plus marqué, et dont l'influence a été déterminante sur ma pratique de formateur en tant que transposition de sa pratique d'éducateur.

Entre temps des gens rassis s'emploient à me démontrer que passer l'agrégation me permettrait d'être plus utile que la sortie théâtrale dont je caressais le projet. Je choisis donc de rentrer

à la rue d'Ulm, en m'organisant pour mener de front la suite de mes études et l'inscription dans le secteur de l'enfance inadaptée (dont à l'époque l'intelligentsia, qui a été jusque là mon seul horizon social, ignore jusqu'à l'existence: c'est après 1968 qu'elle commencera à la découvrir).

J'avais en cours de khâgne déjà passé en parallèle deux des quatre certificats de la licence de philosophie. Je passe en septembre 58 le dernier certificat de licence proprement philosophique qui me manque (il était alors interdit d'entrer à l'ENS avec une licence complète), pour qu'il ne me reste à passer que le CES de Psychologie Générale, qui était commun à la licence de psychologie et à la licence de philosophie; je suis ainsi libre pour passer ma 1<sup>e</sup> année d'école à entreprendre une licence de psychologie et une licence de sociologie. Subsidiairement je participe très activement à la publication d'une petite revue d'étudiants, *Vin Nouveau*, qui est cette année là mon lien le plus consistant avec mes amis normaliens ou anciens khâgneux, plus quelques autres (dont Michel JACQUEY, encore étudiant en sociologie, qui deviendra plus tard l'un des piliers du Centre de recherche de Vaucresson). Je noue de nombreux contacts, avec André MICHARD, Jacques SÉLOSSE, Bernard LORY, l'ANCE<sup>1</sup>, outre mon implication dans le SCEJI (Secrétariat Catholique de l'Enfance et de la Jeunesse Inadaptées). Je fonde également un cercle d'étudiants intéressés par l'Enfance Inadaptée, "Jeunesse et Société", qui fait venir des conférenciers et rassemble des auditoires de quelques dizaines de personnes.

L'année suivante, je profite de l'obligation universitaire de faire un "Diplôme d'Etudes Supérieures", (assez proche de ce qui deviendra ultérieurement la maîtrise), pour retourner dans la région lyonnaise. Je me partage entre un emploi à mi-temps d'éducateur scolaire à l'Arc en Ciel, et une résidence au Rucher, sous prétexte d'une recherche psychosociale sur "la mise au travail des jeunes inadaptés", à partir d'interviews des préadolescents et adolescents du Rucher et de jeunes d'un autre établissement de la région lyonnaise, l'école professionnelle de Sacuny Brignais.

La troisième année est celle de l'agrégation. Elle aurait été une parenthèse si elle n'avait été marquée par la rencontre avec Louis ALTHUSSER. Moins avec le philosophe d'ailleurs, car si sa pensée m'a fortement marqué, ce n'est pas plus que celle de FOUCAULT ou de BACHELARD; ce qui a été au premier plan c'est un aspect bien moins connu de lui: une pratique pédagogique qui a modelé à vie ma pratique de formateur. Pendant deux ans je n'avais pas touché un livre de philosophie (mise à part l'obligation pour le DES de travailler un peu sur SPINOZA, d'où l'image d'Épinal qui circule encore chez les anciens du Rucher, et qui me met en scène absorbé dans la lecture de *l'Éthique* dans la salle à manger commune, avec une nuée de mômes et d'adultes braillant autour de moi). A la lecture de ma première dissertation, ALTHUSSER m'a dit en substance: "Vous ne savez rien. Cela dit, si vous avez le sens du challenge, on peut essayer." Pendant

---

<sup>1</sup> Association Nationale des Communautés d'Enfants

six ou huit mois il m'a fait travailler avec une intelligence et une maîtrise qui me remplit encore d'admiration plus de quarante ans après. Et pour la petite histoire, ou plutôt pour le conte de fées, à la fin de l'année, je sortais premier à l'agrégation...

Il me restait une année dite "d'initiation à la recherche". Comme la première et la seconde année, je l'ai détournée en me partageant de nouveau entre la poursuite de mes études universitaires de psychologie, et de sociologie, et un mi-temps d'éducateur scolaire, cette fois à Paris, au Centre Psychologique et Scolaire dirigé par Gilbert TERRIER: en gros avec la même population qu'à l'Arc-en Ciel, mais en externat et avec un référentiel strictement psychanalytique qui tranchait avec la double référence "scoutisme" et "pédagogie Freinet" que j'avais connue à Trévoux.

Ce sont ensuite, après quinze jours d'enseignement de la philosophie, dix-huit mois de service militaire dans le cadre du Service de Psychologie Appliquée de la marine. Mon premier vrai contact avec la position de psychologue, même si, pour paraphraser l'apophtegme bien connu concernant la justice militaire, la psychologie militaire avait tendance à être à la psychologie ce que la musique militaire est à la musique. J'y ai passé l'essentiel de mon temps à décréter des marins "aptes" à des fonctions diverses dont j'ignorais à peu près tout, mais enfin, on ne voit pas défiler deux mille personnes sans s'instruire peu ou prou. Et de temps en temps, des expertises "pénales", le plus souvent liées à de petits délits ou... à des faits d'homosexualité (c'était encore à l'époque un délit relevant de la justice militaire), ou encore des examens psychologiques d'enfants d'officiers supérieurs (petits arrangements amicaux avec le chef de service), permettaient de faire de la vraie clinique.

De nouveau trois mois d'enseignement de la philosophie, et j'intègre le CNRS en octobre 1964, avec un projet de recherche sur les Maisons d'enfants à caractère social, dans l'équipe de Paul-Henry CHOMBART de LAUWE. La encore, prétexte pour mieux explorer le champ social du secteur dans lequel j'ai toujours la ferme intention de développer une pratique.

La même année je participe activement, avec notamment Monique ALLIOD, dont je fais la connaissance à cette occasion, au démarrage de la première promotion de moniteurs-éducateurs à l'EFPP (école d'éducateurs dépendant de la Catho de Paris).

Enfin André VIALLE et moi fondons le Groupe d'Etudes des Milieux Educatifs Suppléant la Famille, pour relayer dans un cadre non-confessionnel notre participation au SCEJI, avec déjà, pour moi au moins, le projet d'en faire une rampe de lancement pour l'école d'Educateurs dont le projet commence à prendre forme. Nos principales activités seront l'organisation de journées d'étude annuelles, rassemblant plusieurs centaines de personnes, qui contribueront à accompagner la transformation des anciens orphelinats en maisons d'enfants à caractère social et la professionnalisation de ces dernières. Nous développons également dans la région Rhône-Alpes, à partir de 1965, des actions de formation continue avant la lettre dans cette même perspective.

Mais comme mes attaches principales dans le champ de l'enfance inadaptée se sont développées dans la région lyonnaise ( c'est d'ailleurs sur les maisons d'enfants de cette région que j'avais mené mon début de recherche au CNRS), je saute sur l'occasion d'un poste d'assistant en psychologie à l'université de Lyon qui s'ouvre à la rentrée 65. Pendant un an, je garde une partie de mon activité, associative ou de formation, à Paris, bloquant mon service à Lyon sur deux jours, Et je deviens lyonnais à part entière dès la rentrée 1966. Mon plan est alors de garder ce poste universitaire jusqu'à la fin de mon engagement décennal de service public, lié à mon statut d'ancien élève de l'ENS, soit à échéance d'octobre 1968. Je fais sagement les cours qu'on m'attribue sans me demander mon avis, depuis la sociologie aux élèves éducateurs, jusqu'à des TP de psychologie expérimentale en passant par des TD de psychologie de l'enfant. En parallèle je consacre beaucoup de temps au GEMESF, aux échelons local et national, et je travaille à développer le projet de ce qui deviendra Recherches et Promotion.

A l'automne 1965, se situe une expérience ponctuelle intéressante. Georges RAYMOND souhaite prendre quelques semaines de réflexion sur sa pratique et me demande de le remplacer trois semaines à la direction de l'Arc-en-Ciel. En réalité je n'y dirige rien du tout, la maison tourne sur sa lancée, je la connais parfaitement, et Georges n'est pas loin au cas où il y aurait à déborder du niveau des affaires courantes. Mais j'y occupe temporairement une place de tiers neutre, les acteurs de l'institution viennent beaucoup me parler, je bénéficie de la confiance de la plupart, si bien que mon intervention devient de l'analyse institutionnelle avant la lettre. Et peu de temps après, à l'initiative cette fois de l'équipe, une demande en bonne et due forme d'un travail de groupe régulier m'est adressée, sous le label, faute de mieux de "dynamique de groupe"(c'est l'une des tartes à la crème de l'époque), mais c'est en fait l'une de mes premières expériences de ce qui s'appellera plus tard "analyse de la pratique". Il y en avait eu quelques autres auparavant, tâtonnantes, soit dans des maisons à caractère social, à partir du GEMESF ou des stagiaires de l'EFPP, soit plus baroques, comme un groupe d'archiprêtres du diocèse de Fréjus autour de leur évêque, pendant mon service militaire à Toulon, ou une groupe de responsables de formation dans les séminaires de la région lyonnaise, qui m'a permis de voir de près les prodromes de la crise qui y éclatera en 1968.

Mai 68, justement, vient en partie bouleverser cette planification de mon avenir à moyen terme. J'y reconnais instantanément tout un foisonnement de pensées et d'aspirations qui m'habitaient comme clandestinement, et dont je ne pouvais même pas jusque là imaginer qu'elles pussent être partageables dans une quelconque inscription sociale. Je me retrouve propulsé en position de leadership au milieu de la trentaine d'étudiants en psychologie qui s'activent fiévreusement dans le mouvement, éprouvant les mêmes choses qu'eux mais, avec dix ans de plus qu'eux, bénéficiant de clés de théorisation qui leur manquent. Un de mes collègues sociologues, lui aussi très engagé, me

dira à la rentrée “tu as été leur professeur de politique”. Du coup l’université, où je m’étais jusque là copieusement ennuyé, se met à m’intéresser, Mais, si je décide alors d’y rester, — je n’en sortirai que trente ans plus tard — c’est comme sur un nouveau terrain de pratique sociale, à l’encontre de la plupart de mes collègues, dont elle était le bâton de maréchal idéalisé. A vrai dire, le niveau intellectuel et culturel des enseignants que j’y côtoyais, à quelques notables exceptions près, était si éloigné de celui des maîtres que j’avais connus à Paris, que je ne pouvais guère éprouver ce revirement comme un retour à la “maison des savants” dont j’avais voulu “claquer la porte”(Nietzsche)<sup>2</sup>. A cet égard la situation changera à partir des années 80 avec des niveaux de recrutement de plus en plus exigeants. Mais dans le même temps, avec un primat de plus en plus incontournable de ce qu’il est convenu d’appeler “la recherche”, j’y serai en position de plus en plus atypique, avec le parti-pris qui y fut depuis 1968 le mien, de ne m’y concevoir que comme formateur.

Trois lignes d’événements s’amorcent dans l’année universitaire 68-69 qui sont porteuses de conséquences essentielles pour la suite.

La moins importante est que, avec un financement du CTNEAF<sup>3</sup> obtenu grâce à une relation personnelle très confiante avec Bernard LORY, connu dans les années précédentes par l’intermédiaire de mon père, je me lance dans une recherche qui aurait pu être tout-à-fait intéressante si, d’une part, je n’avais sous-estimé les moyens financiers nécessaires dans une proportion qui confinait au ridicule, et si, d’autre part, je n’avais spéculé sur un traitement informatique que personne alors n’était en mesure de mettre en œuvre, et qui paraîtrait aujourd’hui enfantin avec les moyens actuels. Le résultat est que cette recherche resta plantée en cours de route, me mettant en position très délicate avec le CTN pendant plusieurs années, et installant durablement en moi la certitude, fondée ou non, que décidément, je n’étais pas fait pour la recherche scientifique.

La seconde est que le projet de ce qui deviendra Recherches et Promotion, déposé au ministère de la Santé Publique au printemps 1967, est littéralement “boosté” par la principale revendication des syndicats de l’Enfance Inadaptée dans le bouillonnement de l’après 68: “l’épongeage” (c’est ainsi qu’on parlait alors) des innombrables éducateurs sans formation par un plan général de formation en cours d’emploi. Cette revendication aboutira aux fameuses “actions d’adaptation”. Mais, latéralement, au sens où l’on parle de “dégâts collatéraux”, comme notre projet était le seul dans les cartons du ministère à parler de formation en cours d’emploi (pour des raisons tout autres que de rééquilibrage du marché du travail), et qu’il développait même une théorie argumentée de ce mode de formation, il sort d’un coup des tiroirs où il somnolait; et le Ministère nous subventionne et nous agréé dans des conditions administratives qui laissèrent à juste titre pantois le

---

<sup>2</sup> Frédéric NIETZSCHE, Ainsi parlait Zarathoustra, traduction Goldschmitt, p.174, Paris, Le Livre de poche, 1972

<sup>3</sup> Centre technique National de l’Enfance et de l’Adolescence Inadaptées, aujourd’hui CTNERHI

DRASS<sup>4</sup> Rhône-Alpes, tant elles court-circuitaient toutes les procédures administratives. Juste un détail pour illustrer: lorsque j'ai téléphoné au ministère pour savoir comment nous devions procéder pour un dossier de subvention, j'ai appris que la subvention de démarrage nous avait été attribuée... sans avoir été demandée. C'est ainsi qu'en posant les premiers jalons concrets au printemps 69 (lancement de la sélection, location d'un bureau, embauches, réservation pour les sessions d'une Maison Familiale de Vacances proche de Lyon) nous avons pu démarrer en septembre "sur les chapeaux de roue".

La troisième ligne d'événements est qu'à l'université, m'entêtant sur un projet novateur avalisé en juin par une "assemblée générale"; et dont presque plus personne ne voulait entendre parler en septembre parmi les enseignants, je démarre seul à la rentrée 68 deux "groupes d'étudiants travailleurs". Initialement l'idée était d'envoyer travailler tous les étudiants de première année (elle avait été émise par Paul FUSTIER et non par moi d'ailleurs), en validant leur année à partir d'un journal de bord supervisé par un moniteur, d'un travail de groupe et d'un vague dossier de sciences sociales dont ma mémoire a perdu la teneur exacte. En fait, le dispositif, prévu à l'origine pour tous, devenant expérimental et ne recueillant l'adhésion que d'un dixième environ des nouveaux inscrits (il avait évidemment de quoi faire peur à de nouveaux bacheliers de 18 ans), l'écrasante majorité des inscrits furent des adultes déjà engagés dans la vie professionnelle. Et je me retrouvai ainsi à adopter une idée dont je n'étais pas l'auteur, pour transposer à l'intérieur de l'Université la même doctrine qui avait présidé au projet de Recherches et Promotion, à savoir la reproduction des pratiques sociales non par un cursus d'études précédant l'entrée sur le marché du travail, mais par une formation en cours de pratique, parce que s'appuyant fondamentalement sur l'analyse des pratiques et l'expérience sociale accumulée antérieurement. A partir de ce point et jusqu'à ma retraite, la quasi totalité de ma pratique professionnelle a consisté à décliner cette idée-force dans divers dispositifs.

Pendant assez longtemps, cependant, je maintiendrai des enseignements ouverts à tous les étudiants: un enseignement de clinique de première année qui se transformera au bout de quelques années en introduction à la psychanalyse; et, pendant une dizaine d'années, un enseignement d'épistémologie en licence qui sera surtout un espace de réflexion critique sur une grande variété de sujets.

Pour le reste, à partir de 1969, mon temps est presque exclusivement absorbé par Recherches et Promotion (en gros, le jour) et ce "régime étudiants travailleurs" (le soir et le week-end), plus une analyse à Paris.

---

<sup>4</sup> Directeur Régional de l'Action Sanitaire et Sociale

Au bout de quelques années cependant une diversification apparaît dans chacun de ces deux espaces. A Recherches et Promotion, la loi de 1971 sur la Formation Continue nous apparaît instantanément comme une opportunité parfaite pour prolonger notre conception de la formation, et nous lançons en particulier une offre de groupes d'analyse de la pratique dans la quelle je m'investis personnellement, et à partir de laquelle se développera continûment une activité qui en arrivera vingt ans plus tard à m'occuper la moitié de mon temps dans des cadres très variés: variés par le support juridique (RP, formation continue de l'université à partir du moment ou elle se développe quelques années plus tard, ou intervention comme indépendant); variés par le public (à partir du public d'éducateurs, extension progressive à toutes les pratiques sociales, éducatives ou soignantes, y compris les psychologues); variés par le mode d'intervention (analyse de la pratique intra-institutionnelle, analyse institutionnelle, supervisions en groupes de participants d'horizons divers, de professions identiques ou mélangées, supervisions individuelles). Jusqu'en 2007, c'est resté une part non négligeable de ma pratique (sept ou huit heures par semaine).

A l'université, entre 1974 et 1979, je me donne pour stratégie de développer une filière "pratiques sociales", ce qui se traduit par la création d'un "Diplôme Universitaire de Pratiques Sociales"; une rencontre à Lyon avec Henri Desroches, en tournée pour lancer ce qui deviendra le RHEPS (réseau des Hautes Études des Pratiques Sociales ) me donne de grands espoirs - pour la petite histoire c'est moi qui lui suggère l'intitulé "DHEPS". Même si ces diplômes existent toujours, je finirai par comprendre que je me suis lancé là dans une impasse, car je considère comme des échecs la façon dont ces entreprises tournent, de même d'ailleurs que le dispositif "étudiants travailleurs" issu de mon expérience de 1968, dont, trop pris par RP et mon analyse à Paris, j'ai perdu la maîtrise, et dont le succès considérable (jusqu'à 1000 étudiants) se paie d'un abâtardissement très pénible. Il me faudra un peu de temps pour faire l'analyse théorique de ces erreurs.

C'est cette analyse théorique qui me conduit à profiter d'une conjoncture institutionnelle favorable (une sorte de hasard institutionnel qui m'avait propulsé à la direction de l'UER pour résoudre une impasse qui ne me concernait pas), pour mettre sur orbite la Formation à partir de la Pratique en psychologie. Celle-ci ayant été longuement présentée et théorisée dans un ouvrage collectif<sup>5</sup>, je ne trouve pas utile de la présenter ici. Disons seulement que l'impasse, désormais à mes yeux structurelle, d'une filière "pratiques sociales" à l'université me conduit à réinvestir l'entreprise "étudiants travailleurs", avec la conviction maintenant claire que ce ne peut être que sous l'auvent conjoint de la psychologie et de la sociologie que peut se déplier une élaboration des pratiques sociales au niveau de ce que je nomme les "discours d'appui" savants; mais à la réinvestir

---

<sup>5</sup> P. Mercader & A.N. Henri, [sous la direction de], La formation en psychologie : filiation bâtarde, transmission troublée, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2004.

dans un cadre juridique et administratif beaucoup plus charpenté, pour faire obstacle au “mitage” patient de l’entreprise initiale, celle de 1968, par les modèles traditionnels de l’université.

Dix ans après RP, la FPP fut donc la deuxième “fondation” qui occupa ma vie professionnelle. Par certains côtés, elle en est l’accomplissement, ou plutôt la figure de maturité, comme RP peut en apparaître *a posteriori* comme la figure juvénile. En ce sens que l’invitation faite à chacun d’élaborer dans le même processus sa pratique et son histoire y est la même; mais qu’au terme de la (au demeurant) féconde illusion soixante-huitiste, avec tout ce qu’elle comportait d’évitement maniaque des épreuves de castration, cette nouvelle entreprise se constituait au contraire autour d’une rude confrontation avec l’épreuve de la mise en forme théorique (alors par exemple qu’à RP, le “chef d’œuvre” — le mémoire en vue du DESS — s’épanouissait volontiers dans une écriture poétique).

Jusqu’en 1981, mon temps continue à se partager entre RP et l’université. A cette date, l’évidence m’apparaît que je dois quitter RP — mon idée consciente étant que j’avais trop vu des institutions vieillir, et mal vieillir, avec leur fondateur. Cette prise de distance est progressive. Je laisse d’abord la direction, tout en conservant pendant plusieurs années mon activité de formateur, quoiqu’à temps de plus en plus partiel, et de plus en plus dans la formation continue. Ce n’est d’ailleurs qu’en 1992 que j’ai renoncé à la dernière fraction de contrat mensualisé avec RP tout en continuant à faire de loin en loin des interventions en vacations ponctuelles. Mais le signe le plus palpable de ma migration vers une position “extérieure” est mon élection à la présidence de l’association (ACFPS) en 1985 ou 1986 jusqu’en 1989.

A l’université, les années de 1979 à 1998 sont marquées par le développement spectaculaire de la FPP, et le lancement d’un ensemble cohérent d’actions en direction des publics engagés dans des pratiques sociales au sens large, mais désormais clairement sous l’enseigne de la psychologie: le tout aboutissant à la création dans le cadre de l’Institut de Psychologie d’un “Département Formation en Situation Professionnelle” dont j’ai assuré la direction jusqu’à ma retraite.

Entre temps, en 1990, s’était ouvert à Valence le cabinet que je partage encore aujourd’hui avec ma femme. Jusqu’en 1998, cela représente deux jours par semaine, dont un tiers en thérapies analytiques, le reste en analyse de la pratique et en supervision. La proportion s’est inversée progressivement, notamment après ma retraite de l’université en 1998. Aujourd’hui, thérapies et analyses représentent la totalité de cette activité libérale, dont le volume décroît du reste progressivement d’année en année.